



SEANCE DU BUREAU DU 10 DÉCEMBRE 2020 DECISION N° 2020-094- DB

Date d'affichage : 15 décembre 2020		Le dix décembre deux mille vingt à 17 heures 15, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis Amphithéâtre E Guigliani au siège de l'Agglomération, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire Maire de la Ville de Saumur, le trois décembre deux mille vingt.
Nombre de membres :	52	Membres présents en séance : Présents : (43) Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Anatole MICHEAUD, Sophie METAYER, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Didier ROUSSEAU, Armel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Alain BOURDIN, Loïc BIDAULT, Laurent NIVELLE, Benoît LEDOUX, Pierre de BOUTRAY, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND. Excusé(s) : (5) Marc BONNIN, Thierry MORISSET, Eric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Alain BOISSONNOT Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (2) Marc BONNIN à Anatole MICHEAUD, Isabelle ISABELLON à Gilles ROUSSILLAT Absent(s) : (4) Frédéric MORTIER, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Jeannick CANTIN, Gilles TAL-LUAU
En exercice :	52	
Quorum :	27	
Présents :	43	
Excusé(s) :	5	
dont pouvoir(s) :	2	
Absent(s) :	4	
Nombre de votants :	45	
Secrétaire de séance :		
M. Jean-Pierre ANTOINE.		

MODALITÉS POUR L'EXTENSION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF SUR LE TERRITOIRE COMMUNAUTAIRE

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire (CASVL) est régulièrement sollicitée pour des demandes d'extension des réseaux d'eau potable ou d'assainissement par des particuliers ou des entreprises. Afin de maîtriser le développement du territoire et le coût économique associé à la réalisation de ces extensions, il est nécessaire de définir des modalités applicables à l'ensemble des usagers du territoire communautaire.

1- Eau potable

Pour toute demande d'extension du réseau d'eau potable, la priorité sera le maintien de la qualité sanitaire de l'eau distribuée. C'est pourquoi toute demande fera préalablement l'objet d'une étude technique visant à s'assurer que le temps de séjour de l'eau dans les canalisations avant d'arriver chez l'utilisateur permet de garantir la qualité sanitaire de l'eau distribuée. Cette étude prendra également en compte l'éventuel intérêt du projet pour la bonne gestion du service public (sécurisation par maillage).

Si cette étude est favorable, la prise en charge sera effectuée conformément au tableau ci-après.

L'engagement des travaux ne pourra cependant être validé qu'à la condition que la Programmation Pluriannuelle d'Investissement (PPI) permette cette dépense financière. A défaut, la réalisation des travaux sera repoussée jusqu'à inscription de l'opération au sein de cette PPI.

EAU POTABLE	
<i>Nature de la demande</i>	<i>Financement</i>
Constructions existantes à usage d'habitation ayant une existence juridique en tant que telle, à l'exclusion des opérations de lotissement	CASVL
Constructions existantes sans usage d'habitation,, ayant une existence juridique en tant que telle, à l'exclusion des opérations de lotissement	CASVL sous réserve de l'intérêt économique / social / environnemental du projet. A défaut, refus
Constructions neuves avec ou sans usage d'habitation (sous réserve d'une autorisation d'urbanisme) , à l'exclusion des opérations de lotissement	CASVL sous réserve de l'intérêt économique / social / environnemental du projet. A défaut, refus

2- Assainissement collectif

Il est rappelé que chaque collectivité dispose d'un zonage d'assainissement, définissant les zones déjà dotées de réseau ou devant à terme en disposer et celles restant en assainissement non collectif. Cependant, le Code de la Santé Publique indique que l'obligation de raccordement s'applique aux immeubles directement ou indirectement desservis par un réseau. De ce fait, il est possible d'être à la fois en zone « collective » mais de ne pas être desservi car la classification dans le zonage collectif n'implique aucune obligation en terme de délai de réalisation.

Les échéances de réalisation des travaux doivent être définis en fonction des priorités établies dans la Programmation Pluriannuelle d'Investissement. L'engagement des travaux ne pourra donc être validé qu'à la condition que la PPI permette cette dépense financière. A défaut, la réalisation des travaux sera repoussée jusqu'à inscription de l'opération au sein de cette PPI.

ASSAINISSEMENT COLLECTIF	
<i>Nature de la demande</i>	<i>Financement</i>
Constructions existantes ou futures (sous réserve de l'obtention d'une autorisation d'urbanisme) situées dans le zonage d'assainissement collectif, à l'exclusion des opérations de lotissement	CASVL sous réserve de l'intérêt économique / social / environnemental du projet. A défaut, refus
Constructions existantes (légal) ou futures (sous réserve d'une autorisation d'urbanisme) situées en dehors du zonage d'assainissement collectif, à l'exclusion des opérations de lotissement	Pas d'extension sauf projet justifiant d'un intérêt économique / social / environnemental en lien avec la mise en place d'un réseau collectif

Les modalités sont applicables sur la totalité du territoire géré en délégation de service public ou régie, que ce soit pour l'eau potable ou pour l'assainissement collectif.

Considérant les éléments énoncés ci-dessus et la nécessité de définir les modalités techniques et financières d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement pour répondre aux demandes de particuliers et d'entreprises.

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu la délibération n° 2020-124 DC du 30 juillet 2020 du Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Bureau d'une partie de ses attributions ;

Vu l'information donnée au cours de la commission eau & assainissement en date du 3 décembre 2020 ;

Aussi, il est proposé au Bureau communautaire :

- D'APPROUVER les modalités techniques et financières d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement telles que définies ci-après :

EAU POTABLE	
Nature de la demande	Financement
Constructions existantes à usage d'habitation ayant une existence juridique en tant que telle, à l'exclusion des opérations de lotissement	CASVL
Constructions existantes sans usage d'habitation,, ayant une existence juridique en tant que telle, à l'exclusion des opérations de lotissement	CASVL sous réserve de l'intérêt économique / social / environnemental du projet. A défaut, refus
Constructions neuves avec ou sans usage d'habitation (sous réserve d'une autorisation d'urbanisme) , à l'exclusion des opérations de lotissement	CASVL sous réserve de l'intérêt économique / social / environnemental du projet. A défaut, refus
ASSAINISSEMENT COLLECTIF	
Nature de la demande	Financement
Constructions existantes ou futures (sous réserve de l'obtention d'une autorisation d'urbanisme) situées dans le zonage d'assainissement collectif, à l'exclusion des opérations de lotissement	CASVL sous réserve de l'intérêt économique / social / environnemental du projet. A défaut, refus
Constructions existantes (légal) ou futures (sous réserve d'une autorisation d'urbanisme) situées en dehors du zonage d'assainissement collectif, à l'exclusion des opérations de lotissement	Pas d'extension sauf projet justifiant d'un intérêt économique / social / environnemental en lien avec la mise en place d'un réseau collectif

Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 45 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

17 DEC. 2020

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au Recueil des Actes Administratifs
du 4ème trimestre 2020

Pour le Bureau et pour extrait conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET

Matière de l'acte	8 Domaine et compétence par thèmes	8.8 Environnement
-------------------	------------------------------------	-------------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »

